


☐

I'm not robot


reCAPTCHA

Continue

Cours de droit commercial marocain pdf

Les cours de droit marocain : Les fiches de droit marocain : Procédure pénale au Maroc: Droit marocain des voies d'exécution Introduction au droit des affaires / droit commercial araboain Le droit commercial est un outil entre autre de gestion d'entreprise. C'est une branche de droit privé aux applications économiques. Il naquit et se développa avec la révolution industrielle et technologique. Seront étudiés dans ces cours de droit commercial marocain : - Sujets du droit commercial • Les actes commerciaux / Les actes commerciaux par nature, Les actes commerciaux par la forme • Les instruments du commerçant : Les effets de commerce, Le chèque, Le billet à ordre, Les warrants • Les contrats commerciaux • Les sociétés commerciales, La société en non collectif, La société à responsabilité limitée, La société anonyme • Voici le plan du cours de droit des affaires au Maroc Introduction générale : - Chapitre 1 - Notion Générale Sur : - Section 1 - Droit des affaires : - Section 2 - Les exigences de la vie des affaires : - Section 3 : du droit commercial au droit des affaires - Section 4 : Droit de l'entreprise - Chapitre 2 : les sources du droit des affaires - Section 1 : le texte de loi - Section 2 : les usages commerciaux et la coutume - Section 3 : la jurisprudence - Section 4 : les institutions - Chapitre 3 : domaine du droit des affaires - Section 1 : structure juridique d'une entreprise - A : notion de l'entreprise - a : la notion sur l'économie - B : la personnalité de l'entreprise : - Section 2 : le fonctionnement d'une entreprise - A - la commercialité de l'entreprise : - 2ème partie - Sociétés marocaines en droit marocain - B - l'identité de l'entreprise : - Chapitre 1 : personne morale de droit privé - Chapitre 2 : personne morale du secteur public - A-les établissements publics - B- société d'économie mixte : Sujets du droit commercial Les autres fiches de cours : On dit souvent que c'est le droit des actes de commerce et des commerçants. En réalité, le droit commercial, droit commercial marocain, se constitue de l'ensemble des règles relatives à la profession commerciale, aux activités commerciales, aux actes commerciaux et aux procédures judiciaires commerciales en plus des instruments commerciaux. [interchange level 1 workbook.pdf](#) Les actes commerciaux Traditionnellement en droit marocain, le droit commercial est divisé en deux branches : le droit des actes de commerce par nature et le droit des actes de commerce par la forme. Il convient de distinguer désormais les actes principaux de l'activité et les actes accessoires. Les actes commerciaux par nature Les actes de commerce par nature se caractérisent par le fait de conférer à leur auteur la qualité de commerçant quand il les exerce à titre habituel. Les actes commerciaux par la forme Ce sont ceux dont la commercialité résulte de la forme dans laquelle ils se produisent. Le législateur a retenu deux formes différentes qui confèrent indépendamment de tous autres facteurs, la qualité commerciale aux actes. Il s'agit des formes d'activité et d'effet de commerce. Les actes de commerce par accessoire selon l'article 10 du code de commerce du Maroc marocain, les actes de commerce par accessoire sont des actes non commerciaux par nature ni par la forme qui pourtant sont accomplis par le commerçant à l'occasion de son commerce. Les actes mixtes. En droit commercial marocain, Ce sont des actes commerciaux par nature, par la forme ou par accessoire pour une partie et civils ou administratifs pour l'autre partie. L'article 4 du code de commerce du Maroc n'envisage que le cas de l'acte commercial et civil en même temps; les actes commerciaux et administratifs en même temps obéissent au droit administratif. Les activités commerciales Du point de vue économique les activités commerciales sont celles du secteur tertiaire. Du point de vu légal, les activités des secteurs primaire et secondaire peuvent également être commerciales. La loi ne tient pas compte de la différence économique entre les secteurs d'activité, et retient une répartition plutôt géographique des activités selon qu'elles sont terrestres, maritimes ou aériennes. Les activités terrestres Le législateur n'a pas défini ces activités ; il en donne des exemples au code de commerce du Maroc. Les activités du commerce terrestre ont été citées en exemple dans l'article 6 du code de commerce du Maroc qui dispose : « Sous réserve des dispositions du chapitre II du titre IV ci-après, relatif à la publicité au registre du commerce, la qualité de commerçant s'acquiert par l'exercice habituel ou professionnel des activités suivantes : 1)- l'achat de meubles corporels ou incorporels en vue de les revendre soit en nature soit après les avoir travaillés et mis en œuvre ou en vue de les louer ; 2)- la location de meubles corporels ou incorporels en vue de leur sous-location ; 3)- l'achat d'immeubles en vue de les revendre en l'état ou après transformation 4)- la recherche et l'exploitation des mines et carrières ; 5)- l'activité industrielle ou artisanale ; 6)- le transport ; 7)- la banque, le crédit et les transactions financières ; 8)- les opérations d'assurances à primes fixes ; 9)- le courtage, la commission et toutes autres opérations d'entremise ; 10)- l'exploitation d'entrepôts et magasins généraux ; 11)- l'imprimerie et l'édition quels qu'en soient les supports ; 12)- le bâtiment et les travaux publics ; 13)- l'exploitation des entreprises de transport et de communications ». Les activités maritimes et aériennes. A propos de ces activités l'article 7 du code de commerce du Maroc dispose que sont commerciales : 1- Toutes opérations portant sur les navires et les aéronefs et leurs accessoires ; 2- Toutes opérations se rattachant à l'exploitation des navires et aéronefs et au commerce maritime et aérien. Les instruments du commerçant. En droit commercial marocain, Les instruments commerciaux diffèrent selon que l'utilisateur est un homme d'affaires ou un chef d'entreprise. Les instruments de l'homme d'affaires sont principalement les contrats commerciaux et les effets de commerce. Les contrats commerciaux En plus des clients, l'homme d'affaires entretient des relations de partenariat avec des entreprises de fourniture de services telles que les entreprises de banque, de transport, d'assurance, de bail, de gardiennage, de téléphone etc. Il doit utiliser pour chacune de ces relations le contrat approprié. En tant que patron, le chef d'entreprise doit utiliser en plus de ces contrats, ceux de travail, sachant que son principal instrument est l'entreprise laquelle est l'organisation de travail, de capital et de gestion pour la production de biens ou la prestation de services dans un but lucratif. Légalement, l'entreprise s'identifie au fonds de commerce lequel est l'ensemble des éléments corporels et incorporels utilisés par le commerçant afin de constituer la clientèle nécessaire à l'exploitation de son activité. Quant à sa forme, l'entreprise peut être individuelle, sociale ou même un groupe.

Resume de droit commercial marocain

Introduction

- Le droit commercial est un outil entre autre de gestion d'entreprise. C'est une branche de droit privé aux applications économiques.

- Il naquit et se développa avec la révolution industrielle et technologique.

Sujets du droit commercial

- On dit souvent que c'est le droit des actes de commerce et des commerçants. En réalité, le droit commercial se constitue de l'ensemble des règles relatives à la profession commerciale, aux activités commerciales, aux actes commerciaux et aux procédures commerciales en plus des instruments commerciaux.

Les actes commerciaux

- Traditionnellement, les auteurs distinguent entre des actes de commerce par nature, des actes commerciaux par la forme, des actes mixtes et des actes de commerce par accessoire.

- Avec la réforme du code de commerce, il convient de distinguer désormais entre les actes principaux de l'activité et les actes accessoires.

Les actes commerciaux par nature

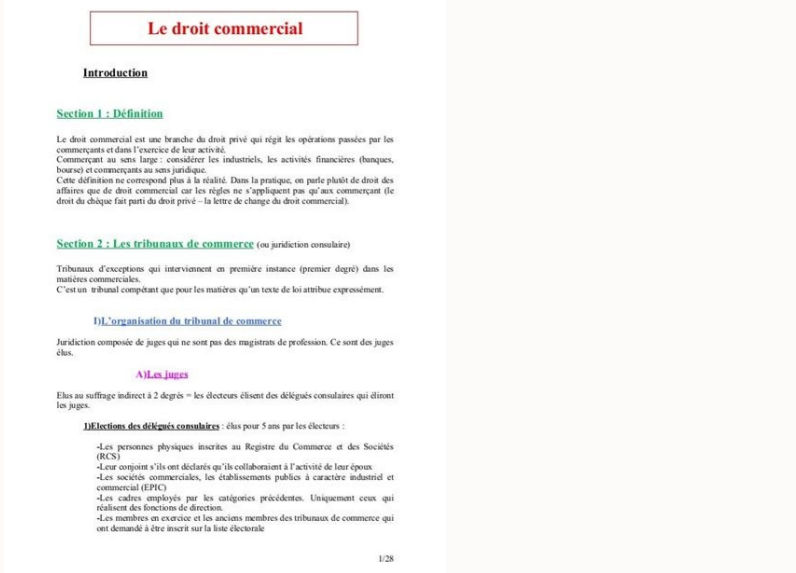
Elle peut être aussi de taille petite, grande ou moyenne. Les chefs d'entreprises et les hommes d'affaires utilisent en commun un certain nombre d'instruments commerciaux. Il s'agit en particulier des effets de commerce et des sociétés commerciales. Les effets de commerce Du point de vue économique l'effet de commerce est une monnaie scripturale. C'est au regard de la loi un acte abstrait c'est-à-dire un acte qui se détache juridiquement de sa cause dès la réunion de ses conditions de validité.

Cours du Droit Foncier marocain

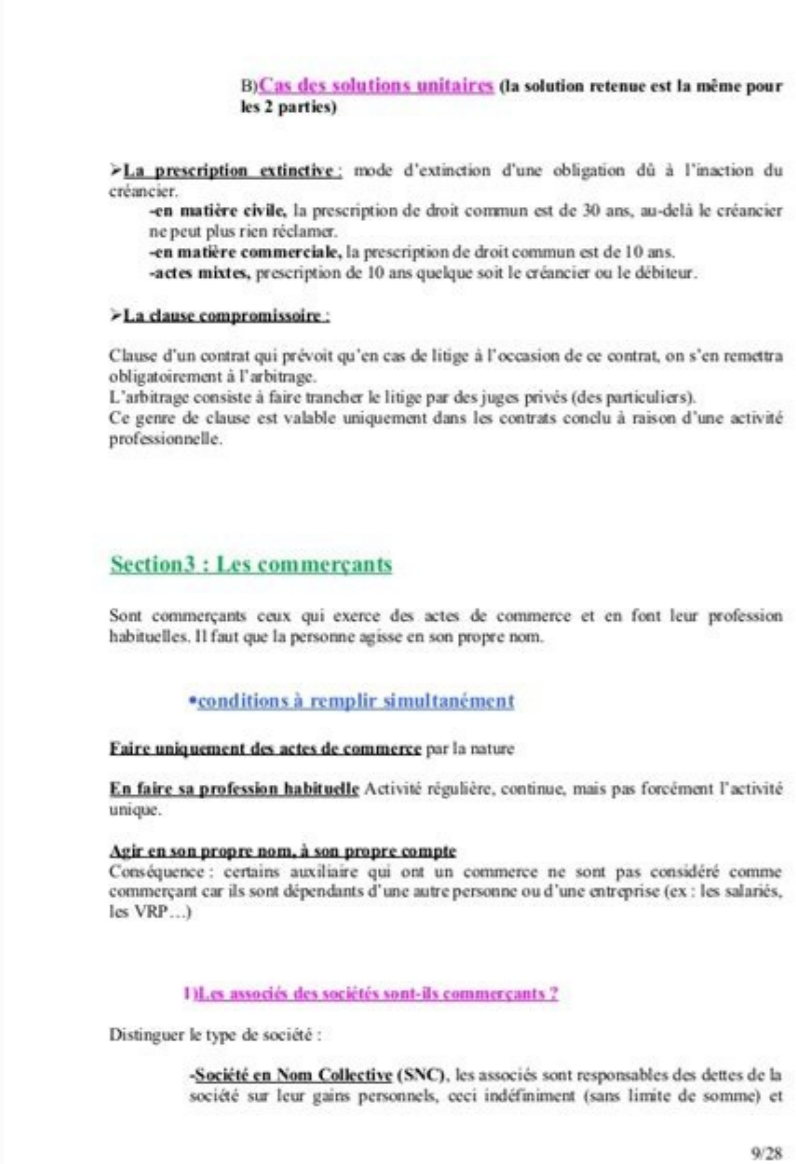
Les dernières sont principalement des indications écrites exigées par la loi. [jakobumamtefuli.pdf](#) En droit commercial marocain le régime des effets de commerce est spécial en ce sens qu'il s'applique à toute personne et en toutes circonstances où l'effet de commerce est utilisé. Les règles relatives à la lettre de change, au billet à ordre, au chèque, aux warrants, aux bons de caisse et aux factures protestables, entre autres, s'appliquent effectivement de la même façon aux commerçants et aux non commerçants. La lettre de change En droit commercial marocain, C'est l'écrit par lequel une personne appelée tireur, donne l'ordre à une autre personne appelée tiré, de payer à une certaine date, une certaine somme à une troisième personne appelée preneur ou bénéficiaire. L'objet de cet effet est double : il permet au tireur de s'acquitter de sa dette envers le bénéficiaire et de réaliser en même temps une opération de crédit avec lui. Pour cette raison, la lettre de change est exigée dans les formes les plus précises. Le régime de la lettre de change est déterminé par les articles 159 à 333 du code de commerce du Maroc qui en fixe les conditions de validité, le régime de l'endossement, et des recours en cas de non-paiement. Au cas où le tireur omet d'indiquer l'échéance, la traite doit être en application de l'article 160 du code de commerce du Maroc, payable à vue. Lorsque le lieu de paiement n'est pas indiqué non plus, il est réputé être celui qui est inscrit à côté du nom du tiré. En principe le tireur remet la traite au bénéficiaire, mais il peut aussi la remettre pour escompte à une banque.



Le bénéficiaire et la banque peuvent chacun, conserver la lettre de change jusqu'à son échéance pour la présenter eux-mêmes au tiré, et se faire payer ce qui leur est dû. Ils peuvent aussi la transmettre à des tiers, sauf si elle comporte la mention « non à ordre ». Normalement, la traite est à ordre, et est transmissible par simple signature du bénéficiaire au verso sous sa remise matérielle au nouveau bénéficiaire ; c'est la technique dite d'endossement. Celui-ci doit être pur et simple ; il ne peut pas être partiel. [2012.polaris.rzz.900.xp.service.maint](#) Paiement de la lettre de change Pour obtenir le paiement, le porteur de la lettre de change doit obligatoirement la présenter au tiré, dans le jour où elle est payable ou dans les cinq jours ouvrables qui suivent. Lorsque la lettre est payable à vue, le bénéficiaire peut la présenter à tout moment au tiré, mais il doit le faire en acte de cause avant l'écoulement d'une année à partir de la date d'émission. En payant la traite, le tiré doit s'assurer de la régularité de la chaîne des endossataires, et peut demander que la lettre lui soit remise acquittée par le porteur. S'il refuse de payer, le porteur est en droit de faire protêt pour amorcer les recours. Le protêt C'est un acte dressé par un agent du secrétariat-greffe du tribunal. Il doit être établi dans le délai fixé pour la présentation au paiement s'il s'agit d'une traite payable à vue. Si la lettre est payable à terme, le protêt doit être fait au plus tard l'un des cinq jours ouvrables qui suivent le dernier jour où elle est payable. Les recours En droit commercial marocain, Le protêt a pour effet de constituer solidaires à l'égard du bénéficiaire, tous ceux qui ont tiré, endossé ou avalisé la lettre de change dont il n'a pu obtenir paiement. Le porteur doit toutefois, avant d'agir contre les différents signataires de la traite, donner avis du refus de paiement à celui qui a endossé la lettre dans les six jours ouvrables qui suivent celui du protêt.



Chaque endosseur doit lui aussi, dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître le problème à son endosseur, et ainsi de suite en remontant jusqu'au tireur. Le chèque Le chèque, est un effet de commerce réglementé par les articles 239 à 328 du code de commerce du Maroc.



présente comme un papier écrit, constatant un ordre donné au banquier pour payer à présentation, une somme déterminée au bénéficiaire ou à la personne que celui-ci désignera.

L'autre de l'ordre doit cependant déposer au préalable suffisamment d'argent auprès du banquier pour constituer la provision nécessaire au paiement du chèque. A défaut de dépôt préalable, le banquier peut accorder un crédit au tireur du chèque dans le cadre d'une convention de compte courant ou autre ; sans cela, le chèque sans provision constitue un délit pénal sanctionné. Le chèque ressemble à la traite par le caractère triangulaire des rapports qu'il crée. Toutefois, il ne peut pas avoir pour objet des opérations de crédit, car il est obligatoirement payable à présentation. En pratique seules les banques émettent des formules de chèque. La création du chèque ne pose ainsi pratiquement pas de problème, puisque les banques s'emploient à fournir aux clients des formules de chèques établies dans le respect de l'article 239 du code de commerce du Maroc. Le chèque est payable dès son émission, c'est-à-dire à partir du moment où il est signé par le tireur et délivré au bénéficiaire. Rien n'empêche cependant, qu'il soit transmis à des porteurs successifs jusqu'à sa présentation au paiement. Le transfert a lieu par endorsement lorsque le chèque est à ordre ou à personne déterminée sans clause non à ordre. [trade in renaissance europe worksheet answers](#) Il se transmet de la main à la main, sans aucune formalité, quand il est au porteur. L'endorsement et la tradition du chèque sont donc des opérations très simples, et le banquier, à défaut de provision, le tireur peut être poursuivi pour délit d'émission de chèque sans provision. Le bénéficiaire peut de son côté faire dresser un protêt pour amorcer la procédure de recours contre tous les signataires du chèque. Le billet à ordre A la différence de la lettre de change, le billet à ordre peut être un acte civil quand il résulte d'une transaction non commerciale, [ssc chci previous papers with solutions pdf](#) C'est un acte de commerce, cependant, toutes les fois qu'il a un lien avec un autre acte de commerce même si l'est émis par un non commerçant. Il s'agit d'un titre par lequel une personne appelée souscripteur s'engage à payer à une autre personne appelée bénéficiaire, ou à son ordre, une somme déterminée, à une date déterminée. Il doit contenir en application de l'article 232 du code de commerce du Maroc : La clause à ordre, ou la dénomination du titre ; La promesse pure et simple de payer une somme déterminée ; L'indication de l'échéance ; L'indication du lieu où le paiement doit être fait ; Le nom du bénéficiaire ; L'indication de la date d'émission et de son lieu ; Le nom et la signature du souscripteur. A défaut d'indication d'échéance fixe, le titre est payable à vue. Le billet à ordre obéit au même régime que la lettre de change relativement à l'endorsement, et au paiement, ainsi que le protêt et les recours, le cas échéant. [maths aptitude questions and answers pdf](#) Il doit s'agir d'un papier constatant l'engagement du souscripteur à payer, à une personne déterminée ou à son ordre, au bénéficiaire qu'elle désigne, une somme déterminée, à vue ou à une date déterminée.

Le billet à ordre réunit ainsi les caractéristiques de la lettre de change et du chèque en ce sens qu'il peut être l'un ou l'autre selon les conditions de son émission. Les autres moyens de crédit Il s'agit principalement du warrant, du bon de caisse et de la facture protestable. Les warrants en droit commercial marocain Ce sont des effets de commerce créés par la pratique dans les pays anglo-saxons.

Il s'agit en fait de billet à ordre dont le paiement est garanti par une quantité de marchandises déposées dans un ou plusieurs magasins généraux. Le détenteur du warrant cumule ainsi, les garanties dues au créancier gagiste, en plus de la protection légalement accordée au bénéficiaire du billet à ordre. Le warrant est transmissible par endorsement, et produit les effets du nantissement des marchandises déposées quand il est cédé seul. Il produit les effets de vente des dites marchandises quand il est cédé ensemble avec le récépissé du dépôt des marchandises. Le régime des warrants est ensemble établi avec celui du dépôt en magasin général dans les articles 341 à 354 du code de commerce du Maroc. Les bons de caisse. Les magasins de grande surface en Amérique et en Europe ont adopté ce moyen pour fidéliser leur clientèle. Ils mettent des bons à la disposition de leurs clients leurs donnant droit à des remises spéciales, entre autres avantages. Le bon de caisse consiste en un papier représentant un prêt déterminé, isolé et remboursable à échéance fixe. Le créancier qui se trouve en possession de ce genre de facture détient un moyen sûr de paiement, qu'il peut utiliser pour payer ses propres dettes. Les sociétés commerciales en droit marocain Ce sont des personnes morales ayant statut de commerçant.

La loi leur applique un critère formaliste. La commercialité de la société dépend effectivement de sa forme juridique, [a to z worksheets pdf](#) D'après les textes légaux, sont commerciales : les personnes morales qui revêtent la forme de société en non collectif, à responsabilité limitée, en commandite simple ou par actions, ou de société anonyme. Il faut donc se référer à l'article 20 du code de commerce marocain. Les sociétés de personnes à responsabilité limitée ont des caractéristiques qui leur confèrent le statut de sociétés de personnes à responsabilité limitée. Elles ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en non collectif est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et d'assumer toutes responsabilités, et qui en même temps s'engagent à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société. Ils sont les personnes habilitées par les autres sont dans la même situation que celle des associés en non collectif. Ils sont déclarés commerçants du seul fait de la signature des statuts, et sont solidairement et indéfiniment responsables du passif social. La loi les nomme associés commanditaires (art. 20 du code de commerce marocain). Ils ne peuvent pas avoir l'une des cinq formes légales : la société en non collectif, la société en commandite simple ou par actions, la société anonyme. La société en commandite simple est commerciale par la forme. Elle est conclue, sans condition légale de capital minimum, par des associés qui se trouvent à partir de la signature des statuts solidairement et indéfiniment responsables du passif social à l'égard des tiers. Entre eux, les associés ne sont tenus chacun que proportionnellement à leur part d'intérêt qui lui revient dans la société. Ces sociétés sont conclues intuitu persone, d'où la nécessité de leur dissolution en cas de départ d'un associé pour quelque cause que ce soit. Les droits des associés sont dits parts d'intérêts.

Ils ne sont jamais représentés par des titres négociables. Leur cession nécessite l'accord de tous les associés ce qui donne nécessairement lieu à la conclusion d'un nouveau contrat de société avec le cessionnaire. Ce qui caractérise cependant le plus ce genre de société, c'est son effet sur la qualité professionnelle des associés ; ils deviennent tous commerçants du seul fait de l'entrée dans la société bien même que l'objet de celle-ci n'est pas commercial. [grid method multiplication worksheets pdf](#) La société en commandite au Maroc C'est la société conclue par des personnes qui habitent d'autres contractants à exercer tous les pouvoirs d'associés et

[illegible]

la forme d'une SARL à l'exception de certains secteurs qui sont fermés à la forme de SARL comme : "société de banques "société de crédit "société d'investissement "société d'assurance "société de capitalisation "société d'épargne Ces sociétés ne peuvent adopter que la forme de la SA. - la société en participation : Au terme de l'art 2 de la loi 5-96 les sociétés en participation dont l'objet est commercial à la différence des autres sociétés, la société en participation est commerciale par son objet et non par sa forme sauf décision contraire des associés lorsque la société en participation est commerciale et les rapports entre associés sont régis par les dispositions qui sont applicables aux SNC. La société en participation est constituée avec au moins 2 associés. Aucun montant minimum légal pour le CS n'est exigé. Les associés conviennent librement de l'objet social, de leurs droits et obligations respectives et les conditions de fonctionnement de la société se réservent des dispositions impératives contenues notamment dans les articles 982, 985, 986, 988 et 1003 du dahir formant code des obligations et contrat (DOC).

La durée de la société peut être déterminée ou indéterminée. Suite à ces différentes définitions nous constatons que le législateur se limite à la présentation de certains éléments et caractéristiques de chaque structure sociétaire, nous remarquons aussi que les différents textes de lois (loi 1795 et loi 596) ne donnent que des éléments qui différencient chaque société par rapport à l'autre.

Cette lacune de précision de définition pur chaque type de société nous oriente à recourir au DOC C- disposition du DOC : l'art 2 de la loi 15-95 formant ce stipule qu'il est statué en matière commerciale conformément aux lois, contenues et usages du commerce ou du droit civil dans la mesure où il ne contredit pas les principes fondamentaux du droit commercial. L'appel donc au DOC est prévu même par l'article premier de la loi 5.96 qui précise « que la SNC, SCS, SCA, la SARL sont régis par la présent loi et par les dispositions du dahir 1913 formant code des obligations e contrat, dans la mesure où ledits dispositions sont pas contraire aux dispositions de la présente loi. En vertu de l'article 982 du DOC « la société est un contrat par lequel 2 ou plusieurs personnes mettent en commun leurs biens ou leur travail ou tous les deux à la fois en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». La société est donc considérée comme un contrat soumis aux règles générales qui régissent les contrats, son existence repose sur la volonté des parties, il s'agit en fait d'un contrat sur la base duquel les personnes concernées conviennent de s'organiser pour réaliser un projet commun. Le respect des conditions communes à tous les contrats est donc indispensable pour la validité d'un contrat de société, cela veut dire que les contrats de sociétés sont soumis à un cadre juridique strict et précis. A condition commune à tous les contrats. La validité du contrat se pose l'existence des conditions de forme nécessaire si non indispensable pour la formation d'un contrat de société : -Consentement des partis-capacité juridique - l'objet et la cause de la création de la société 1- le consentement des partis dans le contrat de société : -la société en participation : Au terme de l'art 2 de la loi 5-96 les sociétés en participation dont l'objet est commercial à la différence des autres sociétés, la société en participation est commerciale par son objet et non par sa forme sauf décision contraire des associés lorsque la société en participation est commerciale et les rapports entre associés sont régis par les dispositions qui sont applicables aux SNC. La société en participation est constituée avec au moins 2 associés. Aucun montant minimum légal pour le CS n'est exigé. Les associés conviennent librement de l'objet social, de leurs droits et obligations respectives et les conditions de fonctionnement de la société se réservent des dispositions impératives contenues notamment dans les articles 982, 985, 986, 988 et 1003 du dahir formant code des obligations et contrat (DOC). La durée de la société peut être déterminée ou indéterminée. Suite à ces différentes définitions nous constatons que le législateur se limite à la présentation de certains éléments et caractéristiques de chaque structure sociétaire, nous remarquons aussi que les différents textes de lois (loi 10795 et loi 596) ne donnent que des éléments qui différencient chaque société par rapport à l'autre. Cette lacune de précision de définition pur chaque type de société nous oriente à recourir au DOC A- disposition du DOC : l'art 2 de la loi 15-95 formant ce stipule qu'il est statué en matière commerciale conformément aux lois, contenues et usages du commerce ou du droit civil dans la mesure où il ne contredit pas les principes fondamentaux du droit commercial. L'appel donc au DOC est prévu même par l'article premier de la loi 5.96 qui précise « que la SNC, SCS, SCA, la SARL sont régis par la présent loi et par les dispositions du dahir 1913 formant code des obligations e contrat, dans la mesure où ledits dispositions sont pas contraire aux dispositions de la présente loi. En vertu de l'article 982 du DOC « la société est un contrat par lequel 2 ou plusieurs personnes mettent en commun leurs biens ou leur travail ou tous les deux à la fois en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». La société est donc considérée comme un contrat soumis aux règles générales qui régissent les contrats, son existence repose sur la volonté des partis, il s'agit en fait d'un contrat sur la base duquel les personnes concernées conviennent de s'organiser pour réaliser un projet commun. Le respect des conditions communes à tous les contrats est donc indispensable pour la validité d'un contrat de société, cela veut dire que les contrats de sociétés sont soumis à un cadre juridique strict et précis. A condition commune à tous les contrats.

La validité du contrat se pose l'existence des conditions de forme nécessaire si non indispensable pour la formation d'un contrat de société : -Consentement des partis-capacité juridique - l'objet et la cause de la création de la société 1- le consentement des partis dans le contrat de société : Le consentement du contrat. de société des parties est obligatoire elle doit être réelle sincère elle doit porter sur des éléments fondamentaux à savoir : Le capital social, le fonctionnement de la société, la répartition des bénéfices, la nature de l'activité de la société et les règles concernant le fonctionnement de cette société. Tous ces éléments doivent être insérés dans les statuts constitutifs de la société et être approuvés par les associés. - la durée : la durée de la société peut être déterminée ou indéterminée. - le droit de retrait : le droit de retrait est le droit de se retirer de la société sans avoir à justifier de sa décision. - la responsabilité : la responsabilité des associés est limitée à leur apport. - la liquidation : la liquidation est le processus de dissolution de la société. - le mineur, malade mentel. L'exclusion du mineur n'est pas définitive parce qu'il peut être remplacé par son tuteur 3-objet et cause du contrat de société : Objet et la cause de la formation du contrat de société doivent être licites et elle est représenté par la nature de l'activité à exercé par la société, une activité d'un exercice serait interdit par la loi entrainerait la nullité de la société et il en est de même de l'exercice de l'activité dont les procédés risqués de porter atteinte à l'ordre public d'où la loi exige l'insertion de l'objet de la société dans les statuts parmi les mentions obligatoires. C'est pour assurer un contrôle sur l'activité et protéger les intérêts des tiers de la société et du pays. La cause du contrat est liée à la raison qui a penser les parties à constituer ladite société, il s'agit en fait du motif sur la base duquel les personnes concernées ont décidé de créer la structure sociétaire. - Conditions propres de constitution de la société : En plus des conditions communes à tous les contrats de société l'art 982 du DOC souligne 4 éléments caractéristiques du contrat de société : pluralité d'associés -mise en commun d'apport -objection aux résultats - la volonté collaborée 1-pluralité d'associé : La loi précise que le contrat est conclut, une ou plusieurs personnes, cette condition a été reprise par la loi 17-95 pour la loi 5-96 pour les SARL l'art premier de la loi sur la SA précise : « doit comporter un nombre suffisant d'acctionnaire lui permettant d'accomplir son objet et d'assurer sa gestion et son contrôle sans que le nombre ne soit inférieur à 5 ». La loi 5-96 considère le contrat de société à partir de l'association entre plusieurs personnes. L'art 35 de la SCS comme étant une société dont les associés ont tous la qualité de commerçants et tous responsables des dettes de la société à hauteur de leurs parts. Le même principe a été retenu par les articles 20,31et 89 pour la constitution des SCS et SCA et société en participation à partir de l'intervention des associés. 2 exceptions ont été prévu dans la loi 5-96 relatif à la constitution d'une SARL par un ou plusieurs associés, ces derniers ne supportent les pertes qu'à hauteur de leurs apports. La seconde exception est contenu dans l'art 1061 du DOC qui stipule lorsqu'il n'y a que 2 associés, celui d'entre eux qui n'a pas donné lieu à la dissolution de la société dans les cas prévu dans les articles 1056 et 1057 peut se faire autoriser à désintéresser l'autre associé. L'exception est prévue dans l'art 1061 du DOC qui stipule lorsqu'il n'y a que 2 associés, celui d'entre eux qui n'a pas donné lieu à la dissolution de la société dans les cas prévu dans les articles 1056 et 1057 peut se faire autoriser à désintéresser l'autre associé. L'exception est prévue dans l'art 1061 du DOC qui stipule lorsqu'il n'y a que 2 associés, celui d'entre eux qui n'a pas donné lieu à la dissolution de la société dans les cas prévu dans les articles 1056 et 1057 peut se faire autoriser à désintéresser l'autre associé.

L'apport peut exister en numéraire en objet mobilier ou immobilier, en droit incorporel, il peut aussi consister dans une industrie, il peut aussi consister en fond de commerce mais il ne peut jamais consister en denrée alimentaire. Les apports doivent être à part égale ou à part inégal ce qui constitue la répartition du capital social. L'apport c'est le montant d'argent mis à la disposition de la société pour recevoir en échange des parts sociales ou des actions.

L'associé est débiteur de la société à partir du moment où le contrat est conclut et la procédure est mise en application. c-participation aux bénéfices et aux pertes : la participation aux bénéfices et aux pertes impliquent 2 choses : - Le but de la société est la réalisation des bénéfices d'autre part tous les associés se partagent ledits bénéfices et éventuellement les pertes.

[illegible]